



L'ÉDITORIAL DE DENIS KESSLER

# Non, halte, stop, touche à rien !

Les récentes conclusions de la pancartologie et de la banderologie – sciences des pancartes et des banderoles – confirment les diagnostics alarmants tirés de l'analyse des rites processionnaires français. Les slogans tracés à la bombe à peinture témoignent de l'inculture économique patente de ceux qui les portent et les clament. L'incompréhension d'un certain nombre de notions économiques et financières est criante. Et lorsque l'on ne comprend pas, on redoute, on craint, on crie, et l'on rejette toute proposition d'évolution, de transformation ou de réforme. Beaucoup des libellés commencent par « Non », « Halte », « Stop », ou « Touche pas à... ». Choisissez la suite. Slogan et raisonnement sont antinomiques. En quelques mots, généralement sans

## Comment participer aux choix démocratiques si l'on n'a pas une culture économique élémentaire ?

syntaxe, on vilipende le marché et on glorifie l'Etat; on condamne le libre-échange et on vante le protectionnisme; on réclame la dimension nationale et on rejette l'Europe; on déclare son amour pour le public par rapport au privé, sa flamme pour l'administration et sa haine de l'entreprise; et l'on met en haut des piques les boucs émissaires traditionnels : le gouvernement, le patronat, la Commission européenne, les riches, la globalisation... Ceci témoigne d'une réalité : trop de nos concitoyens ne comprennent pas les concepts économiques de base, ne maîtrisent pas les raisonnements principaux, bref ne disposent pas du « langage économique et financier » indispensable à la lecture du monde

contemporain. En anglais, on parle de « *financial or economic literacy* », expression improprement traduite par culture financière. En réalité, il faudrait parler d'« alphabétisation économique ». Nombreux sont ceux qui rejettent l'économie et la finance parce qu'ils considèrent qu'il s'agit d'un langage barbare, au sens étymologique du terme, c'est-à-dire des borborygmes que l'on ne comprend pas : ni les mots, ni la syntaxe, ni la grammaire. Cette sorte d'« analphabétisation économique et financière » rend le dialogue politique et social difficile. Comment participer aux grands choix démocratiques comme citoyen éclairé si l'on ne dispose pas d'une culture économique et financière élémentaire, permettant par exemple d'apprécier les niveaux de déficit et de dette publics, ou de comprendre la question de la

compétitivité et celle des effets de la fiscalité ? L'inculture économique a aussi des conséquences graves et négatives pour la vie même des personnes concernées et de leurs familles. Sans compréhension des phénomènes économiques et financiers de base, certains sont condamnés à vivre moins bien que ceux qui les maîtrisent. Et ceci pousse à davantage creuser le fossé entre les deux catégories de citoyens et nourrit le ressentiment des premiers à l'encontre des seconds. Un excellent rapport du think tank Bruegel (*Financial Literacy and Inclusive Growth in the EU*) vient confirmer ce constat. L'alphabétisation économique est un facteur clé du progrès et de la croissance. Un très grand nombre de décisions que l'on est appelé à prendre au cours de sa vie supposent que l'on dispose de ces outils et que l'on sache s'en servir. Qu'il

s'agisse d'acquérir un logement en s'endettant ou d'en louer un, de choisir entre plusieurs modes de rémunération combinant parties fixe et variable, d'allouer son épargne entre actifs risqués et non risqués..., comment faire ces choix si l'on ne comprend pas les concepts d'intérêt et d'arbitrage risque/rendement ? Si l'on ignore les phénomènes d'inflation ou de change ? Comment un salarié peut-il se forger une opinion sur la santé financière de son entreprise s'il n'a pas les compétences pour lire les grandes lignes d'un bilan et d'un compte de résultat ?

La France n'est pas très bien placée au niveau européen en matière d'alphabétisation économique et financière. Nous sommes légèrement au-dessus de la moyenne, au niveau de l'Espagne et des pays d'Europe centrale, mais loin derrière ceux du nord. Améliorer la culture économique des Français est une ardente obligation. Il ne s'agit pas seulement d'améliorer les performances économiques du pays. Il s'agit aussi et surtout d'assurer un développement plus socialement équilibré. Car plus le degré d'alphabétisation économique et financière est élevé, plus le développement d'un pays est « inclusif », intégrateur. Il y a moins de pauvreté, moins d'inégalité, plus de mobilité sociale, moins d'exclusion, moins de conflictualité, et donc plus de bien-être tant au niveau individuel que collectif. Les pays qui ont mis l'accent sur l'éducation économique et financière pour tous, tôt dans l'existence, ont des meilleures performances que nous, dans de nombreux domaines, qu'il s'agisse du PIB par tête et de la croissance, de l'emploi ou de l'intégration sociale. Et dans ces pays, qui connaissent un débat démocratique apaisé, le nombre de pancartes et de banderoles est nettement moins élevé... ■